

Rhys Williams

aux retraités, ou aux personnes dont les salaires sont très bas, consisterait à établir un régime de sécurité sociale plus favorable et plus harmonisé au lieu de procéder temporairement à une distribution plutôt ridicule d'excédents alimentaires ? J'aimerais enfin demander au Commissaire si notre politique sociale n'a pas pour objet de venir en aide aux personnes recevant de bas salaires notamment, si ce n'est pas là précisément le but de notre politique agricole commune ? Ce but ne pourrait-il pas également être atteint en instituant un revenu minimum garanti pour tous les travailleurs recevant de bas salaires, y compris les salariés agricoles, aux besoins desquels la politique agricole commune vise à subvenir ?

M. Lardinois. — (NL) Monsieur le Président, je comprends très bien l'esprit dans lequel cette question a été posée, et je suis d'accord avec l'intervenant, du moins en ce qui concerne la première partie de la question. Je crois que les régimes de sécurité sociale sont beaucoup plus développés dans la Communauté — et qu'ils l'ont aussi été beaucoup plus tôt — que dans des pays comme les États-Unis d'Amérique. C'est pourquoi j'estime qu'une aide alimentaire directe accordée au sein même de la Communauté doit rester limitée à des cas exceptionnels et que nous ne devons pas essayer de créer une sorte de régime de « sécurité sociale » fondé sur la distribution des excédents alimentaires, quelle que soit la dénomination qu'on lui donnerait.

En second lieu, j'estime avec l'intervenant que nous devons nous efforcer de plus en plus d'arriver dans les différents États membres à des systèmes comparables de revenus minima, et j'espère que, dans plusieurs pays de la Communauté, les premiers bénéficiaires en seront les nombreux agriculteurs dont, à mon sens, les revenus demeurent souvent au-dessous d'un minimum décent.

M. le Président. — La question de M. John Hill...

M. John Hill. — (E) Monsieur le Président, dans la mesure où il est souhaitable d'encourager la consommation d'excédents alimentaires au sein de la Communauté, ne devrions-nous pas œuvrer de notre mieux pour maintenir à un bas niveau les prix payés par le consommateur. Ne faudrait-il pas se demander s'il est vraiment opportun d'appliquer la TVA aux denrées alimentaires ?

M. Lardinois. — (NL) A mon sens, Monsieur le Président, l'application de la TVA aux produits alimentaires est un système qui se défend, car si l'on ne taxe pas ces produits suivant le système de la TVA, cela revient en fait à demander une subvention par le truchement du mécanisme de la TVA. Je n'y suis pas opposé dans tous les cas, mais je crois que la Communauté doit évoluer de telle façon que la sécurité sociale et le revenu minimum atteignent un niveau

tel que chacun puisse subvenir à ses besoins vitaux. Je vous remercie.

M. le Président. — Je remercie M. Lardinois de cette réponse à la dernière question.

Je signale que la question orale n° 94/73 de M. Radoux à la Commission des Communautés européennes sur le passage à la deuxième étape de l'union économique et monétaire a été retirée.

La question orale n° 90/73 de M. McDonald sur les mesures irlandaises destinées à promouvoir la production de viande bovine ainsi que la question orale n° 93/73 de M. Durieux sur l'ouverture des marchés publics seront inscrites à l'heure des questions de la période de session d'octobre à Strasbourg.

Personne ne demande plus la parole ?

L'heure des questions est close.

PRÉSIDENCE DE M. BERSANI

Vice-président

8. *Communication de la Commission sur les suites données aux textes adoptés par le Parlement européen*

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la communication de la Commission des Communautés européennes sur les suites qu'elle a données aux textes adoptés par le Parlement.

La parole est à M. Scarascia Mugnozza.

M. Scarascia Mugnozza, vice-président de la Commission des Communautés européennes. — (I) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, comme je l'ai déjà déclaré au cours de la session de juillet, la Commission désire accorder plus d'importance encore que par le passé aux opinions et avis exprimés par le Parlement européen ; elle m'a donc chargé d'informer régulièrement cette Assemblée de la suite concrète donnée à ses opinions et avis.

Après la session de juillet, la Commission a examiné l'ensemble des opinions et avis exprimés par le Parlement européen et a pris les décisions suivantes afin de répondre dans la mesure du possible aux vœux du Parlement.

Le 31 juillet 1973, la Commission a transmis à cette Assemblée le rapport sur l'application des directives concernant la réforme des structures agricoles. Ce rapport avait été demandé par le Parlement dans sa résolution sur la directive prorogeant le délai fixé pour l'application de la réforme des structures agricoles.

Au cours de ses sessions de juin et juillet, le Parlement a exprimé des avis sur les directives concernant la ré-

Scarascia Mugnozza

ception des cyclomoteurs, les engrais et les produits cosmétiques.

La Commission, après avoir examiné attentivement les observations présentées par cette Assemblée, a décidé de tenir compte de la plupart de celles-ci en présentant, en vertu de l'article 149, 2^e alinéa, du traité, les propositions de modification qui seront transmises au Conseil et au Parlement au cours de ce mois.

Certaines choses demandées par le Parlement européen dans sa résolution sur les propositions de la Commission au Conseil relatives au programme d'action des Communautés européennes en matière d'environnement figurent déjà dans le programme adopté par le Conseil le 19 juillet dernier. Il s'agit plus particulièrement des demandes concernant :

- les polluants ;
- l'élaboration d'une méthodologie relative à la définition d'objectifs de qualité ;
- la présentation de propositions d'harmonisation pour certains produits ;
- l'adoption de mesures communautaires de gestion et de stockage des déchets radioactifs ;
- la protection des oiseaux migrateurs ;
- l'amélioration de l'environnement du travail ;
- la publication d'un résumé facilement compréhensible des communications de la Commission ;
- la rédaction d'un manuel de cours pour l'enseignement primaire.

Le programme a aussi largement tenu compte d'autres demandes du Parlement. La Commission a reconnu la nécessité d'exercer un contrôle communautaire des principaux polluants de l'air et de l'eau. Le plan de travail de la Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail fera l'objet, pour la fin de cette année, de propositions concrètes de la Commission. Des contacts permanents sont établis avec les instituts de recherche des pays tiers. Ces contacts et une action commune des États membres, au sein des organismes internationaux, fourniront la possibilité d'adopter des mesures efficaces pour la sauvegarde et la restauration d'un bilan oxygène équilibré.

La création d'un label d'environnement pour les produits durables est actuellement à l'étude et fera, en outre, l'objet d'une action de recherche prévue au point 13 du programme pluriannuel de la Communauté.

Certains vœux du Parlement, notamment en ce qui concerne la participation du Parlement, en qualité d'observateur, aux négociations et discussions qui se dérouleront au niveau des organismes internationaux, soulèvent des problèmes particuliers dont il faudra

trouver la solution dans un cadre plus vaste que celui de la politique de l'environnement.

Enfin, je dois ajouter qu'au cours de la réunion du Conseil du 19 juillet dernier, malgré les efforts déployés par la Commission au cours des discussions, il n'a pas été possible de faire accepter la proposition de la Commission visant à transformer en décision du Conseil l'accord des représentants des États membres, réunis au sein du Conseil, relatif à l'information de la Commission sur les projets de loi ayant trait à l'environnement.

Par conséquent, cet accord en matière d'information reste provisoirement un « gentlemen's agreement » : le régime juridique sera revu dans un an, à la lumière des résultats pratiques.

Dans sa résolution sur les recommandations de la Commission mixte de l'association avec la Turquie, le Parlement réclame une série de mesures dans le domaine de la sécurité sociale en faveur des travailleurs migrants de nationalité turque. Les services de la Commission étudient attentivement le problème et estiment pouvoir présenter des propositions concrètes au Conseil au début du mois de novembre. Il s'agit de dispositions qui prévoient la totalisation des périodes d'affiliation à une caisse de pension dans les États membres, ainsi que la possibilité, pour les travailleurs et leurs familles résidant dans la Communauté, de bénéficier des soins médicaux et de santé ; elles prévoient également l'octroi d'allocations familiales aux familles résidant dans la Communauté et le rapatriement des pensions en Turquie.

Les dispositions commerciales du protocole additionnel signé avec la Turquie font l'objet de règlements que le Conseil devrait adopter pour le mois de septembre. Étant donné les délais que requièrent les procédures d'exécution, la Commission estime que ces règlements devraient entrer en vigueur le 1^{er} novembre prochain.

En ce qui concerne la résolution adoptée par le Parlement sur l'Union économique et monétaire et les mesures à adopter au cours de la deuxième étape de cette union, la Commission envisage de présenter au Conseil, à la fin de cette année déjà, un ensemble de mesures concrètes et plus particulièrement : une directive visant à promouvoir la stabilité, l'expansion économique et le plein emploi ; des améliorations des procédures pour la coordination et l'utilisation des instruments budgétaires ; la création d'un institut communautaire d'analyses et de recherches économiques.

La Commission a en outre présenté dans son rapport du 27 juin 1973 sur la mise en commun des réserves une série de propositions concrètes concernant notamment :

- la mise en commun des réserves ;
- la création d'un mécanisme perfectionné pour l'octroi de crédits à l'intérieur de la Communauté.

Scarascia Mugnozza

M. Thomson a déjà répondu, lors de la session de juillet, à la plupart des questions soulevées au cours du débat et dans la résolution sur les problèmes régionaux de la Communauté. Les observations suivantes ont par conséquent pour seul but de compléter les indications déjà fournies à cette occasion.

Pour ce qui est des échéances fixées par le sommet d'octobre 1972, il convient de signaler qu'à la suite de la résolution mentionnée ci-dessus, la Commission a adopté, le 25 juillet 1973, les trois documents suivants :

- une proposition de règlement du Conseil portant création d'un Fonds européen de développement régional ;
- une proposition de règlement financier portant dispositions particulières applicables au Fonds européen de développement régional ;
- un projet de décision du Conseil portant création d'un Comité de politique régionale.

Ces propositions et ce projet devraient entrer en vigueur le 1^{er} janvier 1974.

La Commission considère en outre qu'il serait contraire à l'idée même de la politique régionale d'appliquer au Fonds de développement régional le « principe du juste retour ». Elle rappelle à ce propos que l'article 5 du règlement du Fonds prévoit que le concours du Fonds est décidé par la Commission, « en fonction de l'intensité relative du déséquilibre économique dont est affectée la région où l'investissement est réalisé ».

La Commission partage le point de vue selon lequel on peut assurer et contrôler une utilisation efficace des moyens financiers en mettant en œuvre des programmes de développement. Pour la Commission, la notion de programmation régionale est fondamentale, et l'article 6 du règlement du Fonds stipule que « ne peuvent bénéficier du concours du Fonds que les investissements, qui s'inscrivent dans le cadre d'un programme de développement régional. A défaut d'un tel programme et jusqu'au 31 décembre 1975, les investissements susceptibles de bénéficier du concours du Fonds doivent répondre à des objectifs régionaux spécifiques ».

La Commission est pleinement consciente des liens qui existent entre les politiques sectorielles et la politique régionale, ainsi que le montre le fait que l'aide du Fonds sera accordée, en tenant compte, entre autres, de « la cohérence de l'investissement avec les programmes ou objectifs de la Communauté, notamment ceux arrêtés dans le cadre des politiques sectorielles ».

La Commission partage l'avis du Parlement selon lequel le développement régional doit tenir compte du facteur humain. Elle a pris soigneusement acte de l'intérêt que le Parlement porte à l'éducation et à la formation professionnelle.

Au sujet de la prolongation des actions communautaires qui est recommandée, la Commission a prévu la possibilité d'utiliser une partie des ressources du Fonds « pour promouvoir ou réaliser des études qui sont en relation étroite avec les opérations du Fonds ou avec le développement régional dans la Communauté ».

La Commission souscrit entièrement à l'observation faite au sujet des régions déjà saturées et elle prévoit l'étude, par le Comité de développement régional, des mesures de dissuasion adoptées ou à adopter dans les régions à forte concentration.

La Commission est évidemment favorable à la collaboration réciproque entre les régions de développement qui s'étendent au-delà d'une frontière intérieure de la Communauté et, lorsque cela est possible, à la collaboration entre ces régions et les régions de pays tiers limitrophes.

Les tâches qui, selon le Parlement, doivent être confiées aux institutions communautaires, assistées du Comité de développement régional, correspondent largement à celles qui sont énumérées dans le projet de décision portant création d'un Comité de politique régionale.

La Commission considère que, dans l'exécution de ses tâches, ce Comité devra notamment :

- a) observer les répercussions des développements de la Communauté et en particulier de l'Union économique et monétaire sur l'équilibre entre les régions, précisément dans la mesure où l'équilibre régional conditionne la réalisation de l'Union économique et monétaire.
- b) déterminer les principes de développement économique régional et les rapports d'interdépendance ou de causalité entre les phénomènes observés. Ces principes résulteront notamment de l'étude permanente des objectifs, des instruments, des méthodes et des expériences en matière de politique régionale ;
- c) réaliser une planification du développement régional communautaire en évitant des actions dispersées et inefficaces. Il convient de souligner, à ce propos, que le Comité étudiera non seulement les programmes ou les objectifs particuliers du développement régional des États membres, mais aussi la coordination effective entre les moyens d'action de la Communauté et ceux des États membres, afin de faciliter la réalisation des programmes ou des objectifs particuliers ;
- d) examiner les législations et réglementations nationales et communautaires, afin de proposer des amendements à certaines dispositions en faveur du développement régional. Il est à noter, à ce propos, que l'étude permanente des programmes, des moyens financiers des États membres et de la

Scarascia Mugnozza

Communauté, ainsi que des systèmes d'aides à finalité ou incidence régionale devrait permettre, logiquement, d'amender certaines dispositions relatives au développement régional.

La Commission a examiné attentivement la résolution concernant un règlement relatif au concours du FEOGA, section « orientation ».

Des dispositions particulières seront insérées dans le cadre des propositions concernant l'amélioration du contrôle financier, elles permettront d'exercer un contrôle plus rigoureux sur le FEOGA. La Commission croit déjà pouvoir présenter ces propositions au cours de cette année.

Enfin, la Commission a examiné avec attention la résolution adoptée par cette Assemblée sur le renforcement des pouvoirs budgétaires du Parlement européen. Elle attendra, pour se prononcer, que le Parlement exprime son avis au cours de la session extraordinaire d'octobre. La Commission n'ignore pas que l'Assemblée attache une importance capitale à ce problème.

M. le Président. — Je remercie M. Scarascia Mugnozza d'avoir communiqué au Parlement les suites que la Commission a données aux textes adoptés par le Parlement depuis les sessions précédentes jusqu'à ce jour.

Je tiens à souligner que le Parlement attache une importance toute spéciale à cette forme de collaboration qui s'est révélée extrêmement utile.

La parole est à M. Fellermaier pour une motion de procédure.

Je rappelle que les interventions sur le fond ne sont pas permises par le règlement.

M. Fellermaier. — (D) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, la Commission se voit ainsi confirmer à quel point ce genre de collaboration avec le Parlement donne des résultats remarquables. Je voudrais simplement suggérer, Monsieur le Président de la Commission, qu'à la date où votre vice-président vient faire sa déclaration dans cette enceinte, le texte puisse en être distribué à la Haute Assemblée, car la rapidité d'élocution si sympathique de notre ancien collègue Scarascia Mugnozza permet difficilement à la traduction de suivre le rythme auquel nous a habitué l'enthousiasme politique de l'ancien membre du Parlement qu'il est, cet enthousiasme que nous apprécions tous tellement. C'est pourquoi je me permettrai de suggérer à la Commission d'examiner la possibilité de distribuer dès le début de la séance, le texte de semblables déclarations sous forme d'imprimé aux membres de la Haute Assemblée.

M. le Président. — La parole est à M. Broeks.

M. Broeks. — (NL) C'est également une question de procédure que je voudrais soulever, Monsieur le Président. Comme M. Fellermaier, je souhaiterais que la Commission puisse faire connaître aux commissions compétentes de notre Parlement quelles sont, parmi les propositions émanant des différentes commissions et du Parlement, celles qui ont été reprises. C'est ainsi que M. Scarascia Mugnozza nous a déclaré qu'un certain nombre de propositions relatives aux cosmétiques avaient été reprises, mais le Parlement souhaiterait savoir quelles sont ces propositions et quelles sont celles que l'on n'a pas reprises. Je vous remercie.

M. le Président. — La parole est à M. Scarascia Mugnozza.

M. Scarascia Mugnozza, vice-président de la Commission des Communautés européennes. — (I) Je ne suis pas certain qu'il soit opportun que les textes des déclarations devant être lues au cours des différentes séances soient distribués auparavant ; en effet, cela pourrait réduire quelque peu l'intérêt des auditeurs. Mais je pense qu'ils pourraient être rendus publics immédiatement après avoir été lus, ne serait-ce qu'à travers les actes parlementaires. En ce qui concerne la question posée par M. Broeks, il est évident que nous avons intérêt à ce que cette discussion se déroule également au sein des commissions. Comme j'ai déjà eu l'occasion de le faire observer, certaines commissions ont déjà, dans certains cas, examiné ces problèmes. Mais je crois que la suite que le Parlement entend donner à cette communication doit être décidée par ce même Parlement. Il serait probablement possible, une fois que la communication a été faite en séance plénière et dans le cas où les commissions parlementaires n'en auraient pas déjà été informées dans l'intervalle, d'engager une discussion au sein de chacune d'elles de sorte que chacun des membres compétent de la Commission ait la possibilité de s'étendre plus longuement sur la question et de fournir les explications qui n'auraient pas été données en séance, lorsque ces déclarations ne peuvent être suivies d'un débat.

M. le Président. — Je crois que nous pouvons prendre acte de cette déclaration de M. Scarascia Mugnozza.

Je voudrais cependant souligner ce que vient de dire le vice-président Fellermaier, à savoir que dès la fin d'une communication du vice-président de la Commission le texte écrit de celle-ci devrait être distribué. Je crois, personnellement, qu'une pratique de cet ordre donnerait encore plus de relief à ces communications suivies avec beaucoup d'attention.

En ce qui concerne les communications de caractère plus spécifique, il me semble que le président et la Commission pourraient, puisque tout le monde est d'accord, trouver une formule adéquate.